Décentralisation des dépenses consacrées à l'enseignement : subventions scolaires en école primaire, Niger

Researchers:

Elizabeth Beasley

Elise Huillery

Sector(s): Éducation

Location: Districts de Tahoua et Zinder, Niger

Sample: 1000 écoles primaires

Target group: Parents Primary schools Students Teachers

Outcome of interest: Enrollment and attendance Student learning

Intervention type: Community-driven development Parental engagement School-based inputs

AEA RCT registration number: AEARCTR-0000394

Research Papers: Willing but Unable? Short-term Experimental Evidence on Parent Empowerment and ...

Partner organization(s): Government of Niger National Ministry of Education, World Bank

Policy issue

Au cours de ces dernières années, le taux de scolarisation a considérablement augmenté dans les pays en développement, suscitant chez les responsables politiques, un intérêt accru pour l'éducation et l'enseignement. L'enseignement public est géré de manière centralisée dans la majeure partie des pays en développement, cependant on constate de plus en plus que des services administrés sur le plan local pourraient mieux répondre aux problèmes liés à la qualité insuffisante de l'enseignement. Une gestion et une supervision locales mettraient le contrôle entre les mains de ceux qui ont tout intérêt à ce que la qualité du service fourni soit améliorée. En responsabilisant les communautés locales, la décentralisation permet de combattre l'absentéisme du corps enseignant et de réduire la corruption ainsi que le détournement de fonds.

Context of the evaluation

Au cours des dix dernières années, le Niger a accompli des progrès considérables en matière d'accès à l'école et les taux de scolarisation à l'école primaire sont passés de 27 % en 2000 à 49 % en 2008. Cependant le pays reste confronté à d'importants défis concernant l'accès à l'école, l'achèvement du cycle d'enseignement primaire ainsi que la qualité et la gestion du système éducatif à tous les niveaux. Par exemple, les écoles sont tellement éloignées les unes des autres qu'il s'avère très difficile pour l'administration centrale d'exercer un contrôle efficace sur leur fonctionnement.

Afin de répondre à ce problème, le Ministère de l'éducation a organisé en 2006 la création de COGES (Comité de Gestion Scolaire) pour chaque école. Dans ces comités siègent le directeur de l'école ainsi qu'un certain nombre de membres élus de la communauté. Les COGES sont chargés de surveiller l'assiduité et les résultats des enseignants ainsi que de gérer les ressources financières et matérielles de l'établissement, comme par exemple l'achat de livres de classe et de fournitures scolaires. Le Ministère de l'éducation a mis en œuvre un projet pilote visant à renforcer les moyens d'action des COGES en leur attribuant une

subvention annuelle pouvant être utilisée pour financer d'autres activités, comme par exemple la construction de nouvelles classe ou l'achat d'équipement. Ces subventions sont octroyées dans l'espoir qu'un tel soutien puisse encourager les communautés locales à jouer un rôle plus actif dans la gestion des établissements scolaires.

Primary school students in Niger. Photo: Pierre de Galbert | J-PAL/IPA

Pierre de Galbert

Details of the intervention

Afin de mettre cette hypothèse à l'épreuve, les chercheurs de la Banque Mondiale et de J-PAL, en collaboration avec le Ministère de l'éducation du Niger, ont organisé une répartition aléatoire des subventions. Ils ont ensuite observé les deux groupes d'écoles, celles qui avaient obtenu une subvention et les autres, afin d'estimer l'impact de cette dernière ainsi que l'effet de deux autres interventions portant sur la gestion des écoles, la capacité à garder les élèves et leurs résultats en matière d'apprentissage. 1000 écoles des régions de Tahoua et Zinder ont donc été aléatoirement réparties en deux groupes, un groupe bénéficiant d'une intervention (le groupe test) et un groupe témoin. Les 500 écoles du groupe test recevaient chacune une subvention annuelle calculée en fonction du nombre de classes, la moyenne étant de 209 $ par école, ou 1,83 $ par élève. Ce montant a été fixé par le Ministère dans le but que l'expérience puisse être durable et étendue à d'autres écoles. Deux sous-groupes choisis au hasard ont bénéficié, outre la subvention, d'interventions complémentaires visant à améliorer le mode de distribution et de gestion des sommes allouées.

Un tiers des écoles du groupe test étaient soumis à un contrôle financier sous forme d'un courrier adressé au comité au début de l'intervention pour l'informer qu'il y avait une chance sur deux (50%) qu'il fasse l'objet d'un "audit financier" à la fin de l'année scolaire. Par manque de moyens et de personnel, les visites n'ont pu être effectuées que dans 20% des écoles du groupe test.

Un autre tiers des écoles du même groupe a reçu une liste de dépenses non autorisées avec l'argent de la subvention, comme par exemple les remboursements de notes de frais de déplacement pour les officiels, ou l'achat à l'extérieur de produits pouvant être fabriqués localement.

Grâce à des données recueillies par les enquêtes administratives annuelles, et par un questionnaire financier détaillé, ainsi que par l'analyse des résultats des examens passés par les écoliers, les chercheurs ont tenté de déterminer l'impact des subventions. Les examens faisaient appel à une version modifiée d'un examen standard organisé par le Département de l'Évaluation de l'Enseignement du Ministère de l'éducation. Les données scolaires incluaient des informations sur la participation des écoliers et de la communauté, sur les ressources et les infrastructures scolaires ainsi que des informations concernant les problèmes liés à l'administration de l'école. Des renseignements étaient également fournis sur le fonctionnement du COGES, la fréquence des réunions, les sujets débattus et l'éventuelle mise en place de mesures d'amélioration.

Results and policy lessons

Résultats en attente.

Beasley, Elizabeth and Elise Huillery. "Willing but Unable: Short-Term Experimental Evidence on Parent Empowerment and School Quality." Working Paper January 2015.